

Solidarité des travailleurs :

— Les paysans accusent —

UNE importante partie de ce numéro de « Tribune Socialiste » est consacrée à l'agitation paysanne qui se prolonge en Bretagne avec l'appui de manifestations de solidarité dans beaucoup d'autres départements.

Si nous donnons une telle place à ces événements, ce n'est pas simplement pour rendre compte d'une actualité particulièrement spectaculaire ; c'est surtout parce que l'explosion de mécontentement des paysans bretons pose de multiples problèmes politiques. Car, quoi qu'on fasse, la politique reprend immédiatement ses droits.

Nous entendons répéter un peu partout avec insistance : il faut éviter que le mouvement soit « politisé ».

Qu'est-ce à dire ?

Si l'on entend par là qu'il faut prendre garde que les paysans bretons, dans leur colère, ne risquent de devenir la masse de manoeuvre de tel ou tel parti, désireux seulement de capter l'agitation à son profit sans souci de proposer des remèdes, — si l'on veut surtout dénoncer le danger de voir les « activistes » du fascisme et de « l'Algérie française » utiliser l'événement pour accroître le trouble en France afin de faciliter leurs complots en Algérie — alors, nous sommes d'accord. C'est un point que la résolution adoptée par notre Comité Politique National souligne tout particulièrement.

Il reste qu'il n'est ni possible ni souhaitable de ne pas tirer quelques enseignements politiques des événements de Bretagne. Notre parti doit s'attacher à le faire sans ménagement.

Le mécontentement des paysans bretons, la forme qu'il a prise pour s'exprimer, sa soudaineté, sa véhémence, ses aspects nouveaux témoignent, qu'on le veuille ou non, contre le régime gaulliste.

Atermoiements, promesses non tenues, projets non suivis d'exécution : voilà ce qui revient sans cesse dans les propos des leaders du mouvement. A quoi sert donc d'avoir un « pouvoir fort et stable », à quoi sert de parler de restauration de l'autorité « grâce au général de Gaulle », si, plus encore que sous les régimes précédents, les décisions prises restent lettre morte ? En ce domaine, la V^e République est paralysée et condamnée à l'impuissance en raison de son contenu économique et social, comme elle l'est, dans l'affaire algérienne, en raison de ses origines. On ne peut prétendre satisfaire les revendications populaires quand on construit un régime en s'appuyant sur les classes sociales conservatrices.

Mais le mouvement breton met aussi en cause le régime économique et social lui-même.



(A.D.P.)

Le mécontentement a déferlé sur la Bretagne

Voilà qu'on reparle, comme dans les années 1930, de surproduction. Par une ironie du sort, — cruelle mais significative — l'affaire éclate au moment même où est organisée la propagande pour la lutte contre la faim dans le monde. Les paysans bretons ont produit « trop » de pommes de terre, « trop » de lait, « trop » de viande. Croit-on que les besoins de toute la population soient satisfaits en France même ? Et, plus encore dans d'autres pays ? Pourquoi n'existe-t-il pas, au niveau international, un organisme chargé de « mobiliser » les excédents pour les mettre à la disposition des pays sous-développés qui ne peuvent transformer leur économie avec une main-d'œuvre sous-alimentée ?

Pourquoi est-il possible que des produits si abondants à la ferme soient vendus si chers à la ville ? Comment est-on arrivé à donner au paysan, invité à moderniser ses exploitations et à produire davantage, l'impression que le progrès technique se retourne contre lui ?

Comment se fait-il que l'industrialisation, si nécessaire dans une province où 80 % de la population vit du travail de la terre, n'a pas été poussée avec plus de vigueur ? N'est-ce pas la condamnation du recours à la seule initiative privée ?

Notre parti suit les événements de Bretagne avec la plus grande attention. Tanguy-Prigent, Serge Mallet, Jean Poperen se sont rendus sur place. Nos fédérations bretonnes ont tenu dimanche un congrès extraordinaire.

C'est que nous devons, — précisément parce

que nous sommes socialistes — saisir cette occasion de poser les questions que nous avons énumérées plus haut.

C'est aussi parce que l'action du parti doit être orientée vers un certain nombre d'objectifs plus proches :

- faire connaître les mesures urgentes proposées par la résolution de notre Comité Politique National ;
- démontrer que la mévente des produits agricoles impose la réforme du système de distribution ;
- rappeler les avantages de toutes les formes d'organisation coopérative ;

— dénoncer les tentatives des « ultras » pour faire dévier les manifestations ;

— marquer la nécessité d'établir et de consolider la solidarité entre les producteurs paysans et les autres catégories de travailleurs, pour éviter que le mouvement ne se condamne à l'échec en s'enfermant dans les limites corporatives ou régionalistes.

Sous cette forme, nous n'hésitons pas à « faire de la politique » : c'est la raison d'être d'un parti comme le nôtre.

Robert VERDIER.
